

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au second semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fonds Monétaire International, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après +0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

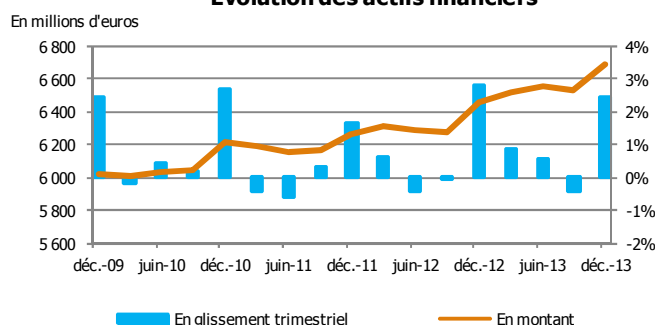
Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ EN FIN D'ANNÉE

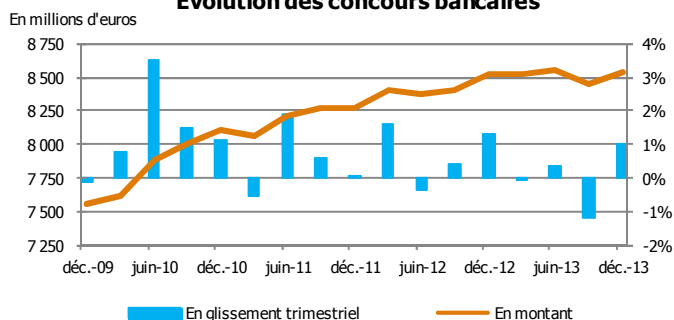
Après un troisième trimestre marqué par un recul de l'activité financière, la fin de l'année 2013 se caractérise par un regain d'activité. Avec 8,0 milliards d'euros au 31 décembre, l'**encours sain de crédits** connaît une hausse de 1,3 % sur le trimestre et de 0,2 % sur l'année, imputable aux ménages et aux collectivités locales (respectivement +2,9 % et +5,1 % par rapport à septembre 2013).

Parallèlement, les **actifs financiers** enregistrent un rebond en fin d'année pour s'établir à 6,7 milliards d'euros (+2,4 % sur le trimestre et +3,5 % sur l'année). Toutes les catégories de placement s'inscrivent en hausse, à des rythmes plus ou moins soutenus : +3,0 % sur le trimestre pour les dépôts à vue, +3,8 % pour les placements liquides ou à court terme, +0,5 % pour l'épargne à long terme. La situation s'avère plus nuancée selon les catégories d'agents : les actifs des entreprises affichent une forte progression par rapport à septembre 2013 (+10,6 %) alors que la hausse des actifs des ménages est plus modérée (+0,7 %) et que les autres agents voient leurs actifs diminuer (-1,7 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



PROGRESSION DES ENCOURS DE CRÉDITS

Avec une hausse de 104 millions d'euros (+1,3 % sur le trimestre), l'encours sain de crédits se rapproche des hauts niveaux du premier semestre 2013.

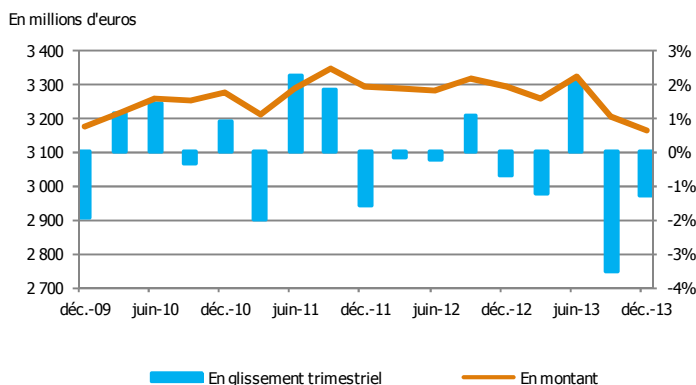
Stabilité des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'élève à 3,2 milliards d'euros, soit 40 % de l'encours sain global. Il affiche un repli sur le trimestre (-42 millions d'euros, soit -1,3 %) en raison d'un reclassement effectué par un établissement de la place¹. Hors modification de référentiel, l'encours sain de crédits aux entreprises est relativement stable (+8 millions d'euros, soit +0,2 % sur le trimestre).

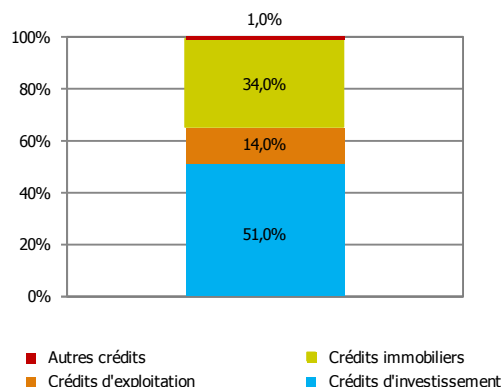
Les **crédits d'exploitation** s'inscrivent à nouveau en retrait sur le trimestre (-38 millions d'euros, soit -7,9 %). Cette évolution tient pour l'essentiel à la contraction des comptes ordinaires débiteurs (-38 millions d'euros, soit -16,6 %), observée pour de nombreux établissements de crédit. Cette situation est cohérente avec les résultats de l'enquête menée par l'IEDOM auprès des chefs d'entreprise, qui témoignent d'une amélioration de la trésorerie (cf. *Tendances conjoncturelles du 4^e trimestre 2013*).

En revanche, les **crédits d'investissement** progressent par rapport au troisième trimestre (+46 millions d'euros, soit +3,0 %), mais demeurent en dessous des niveaux atteints au cours des précédentes années (-2,7 % sur un an, -4,1 % sur deux ans, -4,7 % sur trois ans). La reprise timide des investissements semble en effet limitée au renouvellement des outils nécessaires à l'activité.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



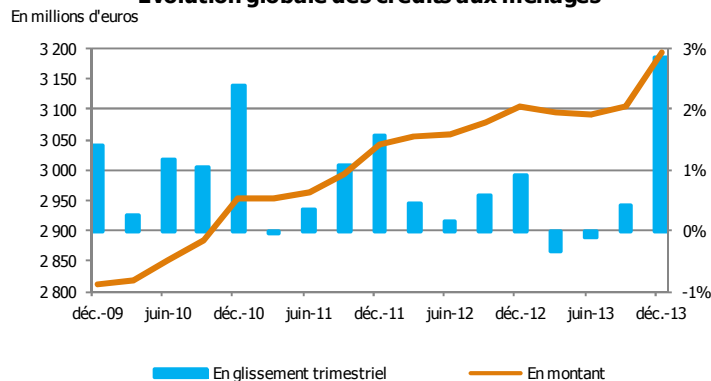
Augmentation des crédits aux ménages

L'encours sain de crédits aux ménages s'inscrit en progression sur le trimestre (+89 millions d'euros, soit +2,9 %). Hors changement de référentiel (cf. *supra*), la tendance est la même (+39 millions d'euros, soit +1,2 % sur le trimestre). L'encours des ménages représente 40 % de l'encours sain global.

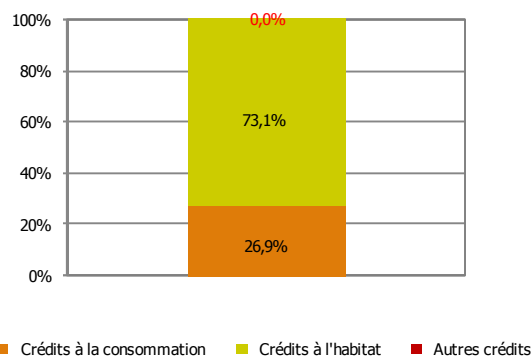
Les **crédits à la consommation** sont en hausse sur le trimestre (+5 millions d'euros, soit +0,6 %). Ce rebond ne permet toutefois pas d'inverser la tendance baissière observée sur les dernières années (-2,7 % sur un an, -5,5 % sur deux ans, -6,0 % sur trois ans).

Par ailleurs, les **crédits à l'habitat** continuent de croître (+50 millions d'euros, soit +1,5 % hors impact de la modification du référentiel).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



¹ Un reclassement des bénéficiaires de crédit effectué par un établissement bancaire de la place a modifié la répartition des agents économiques faisant passer certaines contreparties des entreprises vers les ménages.

Hausse des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales s'élève à 1,2 milliard d'euros, soit 15 % de l'encours sain global. Essentiellement constitué de crédits à l'équipement (98,2 %), il augmente de 59 millions d'euros, soit 5,1 % par rapport à septembre 2013, du fait de la hausse des (+61 millions d'euros, soit +5,4 %).

Baisse de l'encours douteux global

Après un pic au troisième trimestre, l'encours total des **créances douteuses brutes** affiche un recul sensible en fin d'année (-18 millions d'euros, soit -3,0 %) et atteint 585 millions d'euros. A 6,9 %, le taux de créances douteuses, bien qu'en baisse de 0,2 point, demeure deux fois plus élevé qu'au niveau national (3,2 %).

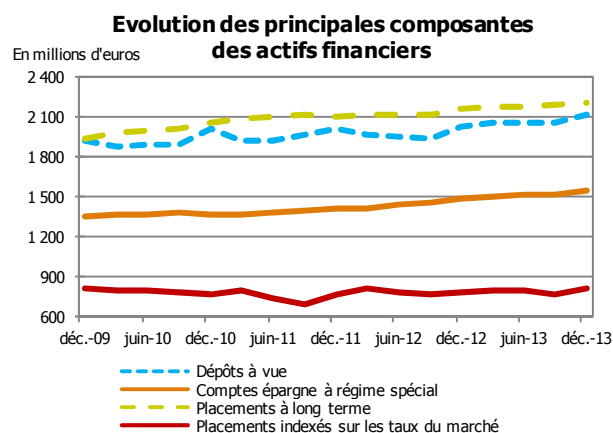
Pour les seuls établissements de crédit installés localement, les créances douteuses s'élèvent à 532 millions d'euros (-20 millions d'euros, soit -3,7 % sur le trimestre) et le taux de créances douteuses s'établit à 6,8 % (-0,4 point par rapport au précédent trimestre).

CROISSANCE DES ACTIFS FINANCIERS

À 6,7 milliards d'euros au 31 décembre 2013, les actifs financiers enregistrent une hausse (+159 millions d'euros, soit +2,4 % sur le trimestre). Cette évolution est typique des fins d'année, souvent marquées par le versement de traitements supplémentaires du type 13^e mois.

Cette croissance concerne toutes les maturités de produits, mais plus particulièrement les **dépôts à vue** (+61 millions d'euros, soit +3,0 %) et les **placements liquides ou à court terme** (+87 millions d'euros, soit +3,8 %), notamment les comptes créditeurs à terme (+65 millions d'euros, soit +10,6 %).

La progression globale des actifs financiers masque cependant des évolutions contrastées par catégorie d'agents.



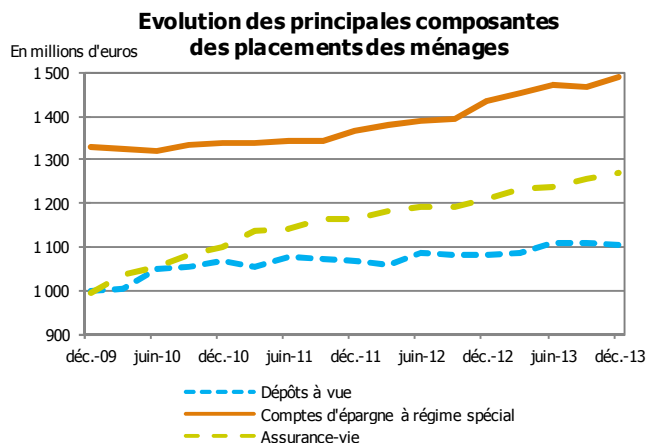
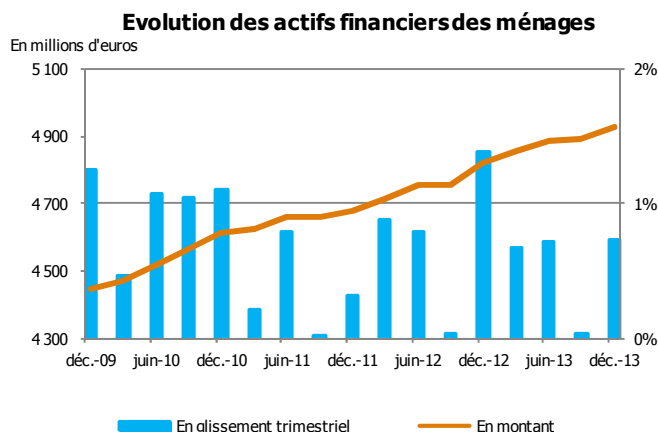
Renforcement de l'épargne des ménages

Après avoir stagné au cours du précédent trimestre, les placements des ménages reprennent leur progression en fin d'année (+36 millions d'euros, soit +0,7 % sur le trimestre et +10 millions d'euros, soit +2,2 % sur l'année). Ils atteignent ainsi 4,9 milliards d'euros et représentent 74 % de l'ensemble des actifs au 31 décembre.

Les **dépôts à vue** des ménages sont orientés en légère baisse sur le trimestre (-5 millions d'euros, soit -0,5 %), mais demeurent en hausse sur l'année (+21 millions d'euros, soit +2,0 %).

Les **placements liquides ou à court terme** sont en hausse (+19 millions d'euros, soit +1,1 % sur le trimestre). Cette croissance est portée par les comptes d'épargne à régime spécial, en particulier les livrets A et bleus (+1,5 %) et les livrets ordinaires (+1,7 %). En revanche, l'encours des placements indexés sur les taux de marché se contracte (-2,6 %).

Enfin, l'**épargne à long terme** enregistre également une progression (+22 millions d'euros, soit +1,1 % sur le trimestre), imputable aux contrats d'assurance-vie (+1,4 %) et aux plans d'épargne logement (+2,1 %).



Augmentation forte des actifs des entreprises

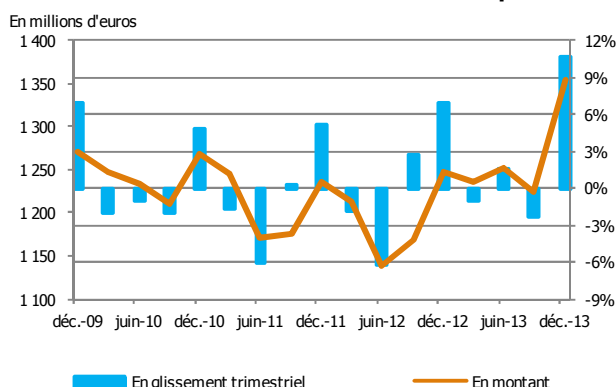
Après un net repli au précédent trimestre, l'évolution des actifs financiers corrobore les résultats de la dernière enquête de conjoncture menée par l'IEDOM, laquelle faisait ressortir une amélioration de la trésorerie des entreprises. Les actifs financiers détenus par les entreprises enregistrent en effet une croissance soutenue en fin d'année (+130 millions d'euros, soit +10,6 % sur le trimestre et +107 millions d'euros, soit +8,5 % sur l'année). Avec 1,4 milliard d'euros, ils représentent 20 % de l'ensemble des actifs au 31 décembre 2013.

Les **dépôts à vue** affichent une hausse sensible par rapport au précédent trimestre (+73 millions d'euros, soit +9,9 %), observée chez la plupart des établissements de la place.

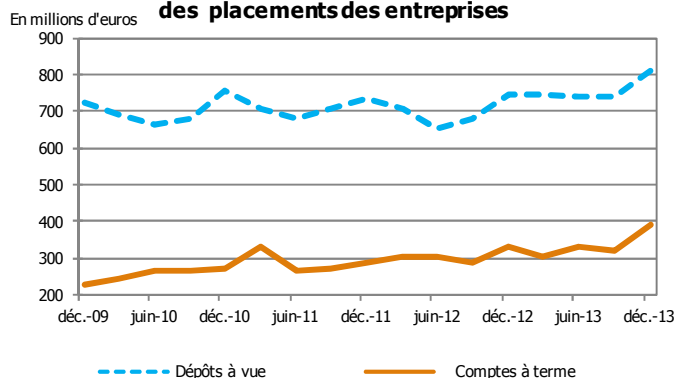
Le même constat s'impose pour les **placements liquides ou à court terme** (+57 millions d'euros, soit +13,1 % sur le trimestre). Ces derniers atteignent leur plus haut niveau depuis le début de l'année 2011 grâce à la progression des comptes créditeurs à terme (+21,9 %), qui compense largement le repli des OPCVM monétaires (-14,9 %).

Avoisinant les 53 millions d'euros, **l'épargne à long terme** des entreprises évolue peu par rapport au précédent trimestre (+0,4 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Repli des placements des autres agents

Au 31 décembre 2013, les actifs financiers détenus par les autres agents s'élèvent à 406 millions d'euros et constituent 6 % de l'ensemble des actifs. Ils sont orientés à la baisse sur le trimestre (-7 millions d'euros, soit -1,7 %), du fait d'une contraction des dépôts à vue (-7 millions d'euros, soit -3,4 %) et de l'épargne à long terme (-12 millions d'euros, soit -34,7 %), pour partie transférée vers des placements liquides ou à court terme (+12 millions d'euros, soit +6,6 %).

MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

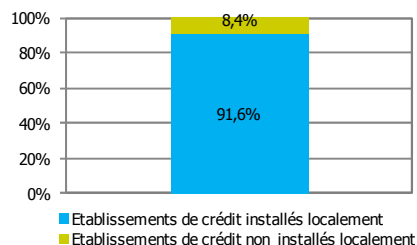
TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

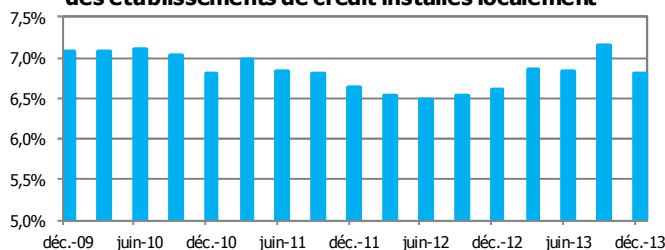
	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim.	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	394,7	456,6	465,2	471,7	447,0	541,2	482,7	444,4	-7,9%	-5,8%
<i>Créances commerciales</i>	27,1	25,7	25,0	20,0	24,0	23,1	24,0	19,5	-18,8%	-2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	185,9	230,4	191,6	169,1	152,3	179,7	194,8	188,4	-3,3%	11,4%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	55,9	50,9	46,4	44,6	42,9	39,6	38,8	39,0	0,3%	-12,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	145,6	151,4	210,7	242,4	239,3	298,7	229,6	191,5	-16,6%	-21,0%
<i>Affacturation</i>	36,2	49,1	38,0	40,2	31,4	39,7	34,4	45,0	31,1%	12,0%
Crédits d'investissement	1 675,7	1 691,6	1 681,1	1 657,2	1 646,5	1 616,4	1 565,5	1 611,9	3,0%	-2,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 476,1	1 479,6	1 498,8	1 472,2	1 459,5	1 433,6	1 392,8	1 431,7	2,8%	-2,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	92,5	127,4	129,5	81,5	79,6	73,3	71,2	71,0	-0,3%	-12,8%
<i>Crédit-bail</i>	199,6	212,1	182,3	185,0	187,0	182,8	172,6	180,2	4,4%	-2,6%
Crédits immobiliers*	1 078,4	1 100,6	1 102,8	1 127,1	1 120,6	1 123,2	1 123,5	1 074,8	-4,3%	-4,6%
Autres crédits	29,0	30,0	45,9	40,2	41,4	43,3	34,7	33,2	-4,3%	-17,4%
Encours sain*	3 177,9	3 278,8	3 295,0	3 296,1	3 255,5	3 324,1	3 206,3	3 164,3	-1,3%	-4,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	917,6	912,6	907,0	881,7	864,5	853,8	852,2	857,5	0,6%	-2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	837,9	827,0	818,4	798,0	782,0	774,9	772,9	782,1	1,2%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	41,5	44,2	48,6	47,9	48,4	47,4	49,8	47,7	-4,4%	-0,5%
<i>Crédit-bail</i>	38,2	41,4	40,0	35,7	34,1	31,5	29,4	27,8	-5,4%	-22,1%
Crédits à l'habitat*	1 893,8	2 037,3	2 131,8	2 222,0	2 229,8	2 237,6	2 251,9	2 335,2	3,7%	5,1%
Autres crédits	1,0	2,0	2,4	1,7	1,1	1,1	0,9	0,9	2,8%	-49,0%
Encours sain*	2 812,3	2 951,9	3 041,2	3 105,5	3 095,4	3 092,4	3 104,9	3 193,6	2,9%	2,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	19,9	21,6	39,2	21,3	21,6	27,8	20,3	18,5	-8,8%	-13,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	16,6	18,8	22,1	17,7	19,6	24,2	19,4	12,9	-33,6%	-27,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,3	2,9	17,1	3,6	2,0	3,6	0,9	5,6	541,6%	56,3%
Crédits d'investissement	812,2	995,2	1 041,1	1 150,0	1 198,6	1 171,2	1 125,7	1 186,4	5,4%	3,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	811,8	994,8	1 040,7	1 149,8	1 198,4	1 171,1	1 125,6	1 186,3	5,4%	3,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	0,0	1,6	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	n.s.	n.s.
Autres crédits	1,9	2,0	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	833,9	1 018,9	1 082,3	1 174,8	1 223,7	1 202,5	1 149,6	1 208,4	5,1%	2,9%
Autres agents										
Encours sain	218,5	325,7	333,0	354,8	388,9	375,8	386,5	384,5	-0,5%	8,4%
TOTAL										
Encours sain	7 042,6	7 575,3	7 751,5	7 931,2	7 963,5	7 994,8	7 847,3	7 950,9	1,3%	0,2%
<i>dont ECNIL</i>	765,0	842,9	814,2	689,4	730,0	735,1	678,5	668,4	-1,5%	-3,0%
Créances douteuses brutes	520,2	525,9	521,2	591,6	556,3	554,7	603,2	585,2	-3,0%	-1,1%
<i>dont ECIL</i>	478,2	492,3	492,3	512,4	532,7	532,4	552,8	532,4	-3,7%	3,9%
Créances douteuses nettes	213,4	212,0	217,1	290,7	248,5	241,8	288,8	273,1	-5,4%	-6,1%
<i>dont entreprises</i>	146,2	152,9	149,9	151,3	155,0	160,9	176,7	170,7	-3,4%	12,8%
<i>dont ménages</i>	56,2	55,2	59,7	64,4	68,8	69,2	71,0	70,7	-0,4%	9,8%
Provisions	306,8	313,9	304,0	300,9	307,8	313,0	314,4	312,1	-0,7%	3,7%
Encours total	7 562,8	8 101,2	8 272,6	8 522,8	8 519,8	8 549,6	8 450,4	8 536,1	1,0%	0,2%
Taux de créances douteuses brutes	6,9%	6,5%	6,3%	6,9%	6,5%	6,5%	7,1%	6,9%	-0,3 pt	-0,1 pt
<i>dont ECIL</i>	7,1%	6,8%	6,6%	6,6%	6,9%	6,8%	7,2%	6,8%	-0,3 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	59,0%	59,7%	58,3%	50,9%	55,3%	56,4%	52,1%	53,3%	1,2 pts	2,5 pts

* Un changement de référentiel impacte à la baisse les crédits aux entreprises et à la hausse les crédits aux ménages, essentiellement au niveau des crédits immobiliers.

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim.	1 an
Entreprises	1 271,7	1 268,5	1 235,8	1 248,2	1 234,8	1 253,1	1 224,6	1 354,8	10,6%	8,5%
Dépôts à vue	724,7	756,9	735,5	747,3	742,3	741,5	739,4	812,6	9,9%	8,7%
Placements liquides ou à court terme	501,2	459,5	453,4	450,2	438,9	459,3	433,0	489,7	13,1%	8,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,6	5,1	7,6	5,5	6,0	8,6	9,3	8,4	-9,4%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	496,6	454,4	445,8	444,6	432,9	450,7	423,7	481,3	13,6%	8,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	225,8	271,8	286,5	333,4	305,8	330,4	321,2	391,4	21,9%	17,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	236,3	112,3	94,4	103,1	123,3	115,4	96,4	82,1	-14,9%	-20,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	33,0	69,8	64,5	7,8	3,8	4,5	5,8	7,7	33,4%	-1,6%
Epargne à long terme	45,8	52,1	46,8	50,8	53,6	52,4	52,3	52,5	0,4%	3,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	21,0	29,1	20,1	16,7	19,3	18,7	18,9	19,1	1,1%	14,4%
Ménages	4 447,4	4 613,6	4 675,0	4 821,1	4 853,6	4 888,0	4 889,9	4 925,7	0,7%	2,2%
Dépôts à vue	1 000,8	1 065,8	1 067,1	1 083,5	1 088,3	1 107,6	1 109,9	1 104,7	-0,5%	2,0%
Placements liquides ou à court terme	1 562,0	1 555,4	1 583,2	1 664,8	1 673,8	1 688,9	1 675,2	1 693,8	1,1%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 327,8	1 341,2	1 367,9	1 437,7	1 452,8	1 473,2	1 467,8	1 491,7	1,6%	3,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	500,1	511,1	507,2	511,3	506,0	508,1	507,1	515,8	1,7%	0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	463,5	479,4	514,5	560,3	577,5	588,2	583,9	592,7	1,5%	5,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,4	14,9	14,5	14,0	13,5	13,5	13,3	13,6	1,9%	-2,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	85,0	73,9	67,4	63,8	58,1	58,4	57,9	56,9	-1,8%	-10,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	138,8	139,5	142,7	166,3	176,4	183,8	185,8	193,0	3,9%	16,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	124,1	122,2	121,6	122,1	121,4	121,2	119,7	119,7	0,0%	-2,0%
Placements indexés sur les taux de marché	234,1	214,2	215,2	227,0	221,0	215,7	207,4	202,1	-2,6%	-11,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	179,4	179,0	188,8	204,4	200,0	196,5	188,8	184,4	-2,4%	-9,8%
<i>dont bons de caisse</i>	1,9	1,6	1,6	1,6	1,5	1,0	1,0	1,0	-6,1%	-37,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	52,8	33,5	24,8	21,1	19,5	18,1	17,6	16,7	-4,6%	-20,7%
Epargne à long terme	1 884,5	1 992,4	2 024,7	2 072,9	2 091,5	2 091,4	2 104,8	2 127,1	1,1%	2,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	524,3	533,5	536,6	538,5	537,1	536,3	536,1	547,2	2,1%	1,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	86,0	79,3	69,4	65,6	64,3	62,7	61,4	61,0	-0,7%	-7,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,4	4,3	4,2	4,9	4,8	5,1	5,4	5,0	-8,3%	1,3%
<i>dont portefeuille-titres</i>	192,1	195,3	178,7	196,4	195,1	192,9	190,7	192,5	0,9%	-2,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	84,5	78,7	69,3	58,6	58,5	56,4	57,1	50,3	-11,9%	-14,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	992,3	1 101,3	1 166,6	1 208,9	1 231,7	1 238,0	1 254,1	1 271,2	1,4%	5,2%
Autres agents	301,7	332,3	357,2	389,1	427,8	413,0	412,8	405,8	-1,7%	4,3%
Dépôts à vue	193,4	185,1	200,9	198,9	215,9	207,6	205,6	198,6	-3,4%	-0,1%
Placements liquides ou à court terme	101,6	130,6	135,3	155,2	177,9	171,7	173,8	185,3	6,6%	19,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	25,6	25,9	29,1	36,6	36,6	38,5	43,8	49,4	12,7%	35,0%
Placements indexés sur les taux de marché	76,0	104,7	106,2	118,6	141,3	133,3	130,0	135,9	4,6%	14,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	44,7	79,4	86,5	85,0	105,7	101,2	102,7	101,9	-0,7%	19,9%
Epargne à long terme	6,6	16,5	21,0	35,0	34,0	33,6	33,4	21,8	-34,7%	-37,7%
Total actifs financiers	6 020,7	6 214,4	6 268,0	6 458,4	6 516,2	6 554,1	6 527,4	6 686,3	2,4%	3,5%
Dépôts à vue	1 918,9	2 007,8	2 003,5	2 029,6	2 046,5	2 056,7	2 054,9	2 116,0	3,0%	4,3%
Placements liquides ou à court terme	2 164,8	2 145,5	2 171,9	2 270,1	2 290,6	2 320,0	2 282,0	2 368,8	3,8%	4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 358,1	1 372,2	1 404,7	1 479,8	1 495,4	1 520,3	1 520,9	1 549,5	1,9%	4,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	517,9	527,8	526,5	538,2	532,4	536,1	541,6	553,4	2,2%	2,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	474,4	493,6	532,2	575,3	593,5	607,1	602,4	612,8	1,7%	6,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,4	15,0	14,5	14,0	13,5	13,5	13,3	13,6	1,9%	-2,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	85,0	74,0	67,4	63,8	58,1	58,4	57,9	56,9	-1,8%	-10,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	138,8	139,6	142,7	166,4	176,5	183,9	185,9	193,1	3,9%	16,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	124,1	122,3	121,7	122,2	121,4	121,3	119,8	119,8	0,0%	-2,0%
Placements indexés sur les taux de marché	806,7	773,3	767,2	790,3	795,2	799,7	761,1	819,3	7,7%	3,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	449,9	530,2	561,8	622,7	611,5	628,2	612,7	677,7	10,6%	8,8%
<i>dont bons de caisse</i>	8,5	8,3	9,5	2,3	2,3	1,7	1,7	1,7	-3,7%	-28,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	33,0	69,8	64,5	7,8	3,8	4,5	5,8	7,7	33,4%	-1,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	315,4	165,0	131,5	157,4	177,6	165,3	140,9	132,2	-6,2%	-16,0%
Epargne à long terme	1 936,9	2 061,1	2 092,6	2 158,8	2 179,1	2 177,4	2 190,5	2 201,5	0,5%	2,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	524,3	533,7	536,8	538,8	537,3	536,6	536,4	547,5	2,1%	1,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	86,0	79,3	69,4	65,6	64,4	62,7	61,4	61,1	-0,5%	-6,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,4	4,3	4,2	4,9	4,8	5,1	5,4	5,0	-8,3%	1,3%
<i>dont actions</i>	76,4	78,5	73,9	68,3	68,4	69,3	70,6	73,9	4,7%	8,2%
<i>dont obligations</i>	146,0	145,3	136,9	181,1	179,8	176,0	172,0	159,2	-7,4%	-12,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	106,6	118,6	101,1	87,4	89,9	86,9	87,7	80,7	-8,0%	-7,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	992,3	1 101,3	1 170,3	1 212,7	1 234,5	1 240,8	1 256,9	1 274,0	1,4%	5,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : mars 2014